

Les pauvres, les enfants, les handicapés et les seniors refusent d'être la variable d'ajustement



Inquiétude pour les 25 000 salariés de la région et pour les 185 000 personnes qu'ils accompagnent. PHOTO FLORENT MOREAU

HAUTS-DE-FRANCE. « On a vraiment l'impression que ce sont les pauvres et les démunis qui créent le déficit et c'est scandaleux ! » Ce cri de colère de François Leurs, président de la Sauvegarde du Nord, résume bien le ressenti de 84 associations du médico-social des Hauts-de-France réunies le temps d'une tribune « pour alerter sur l'urgence de repenser et de financer la politique sociale et médico-sociale en France ».

Ces 84 structures n'ayant pas les moyens de « bloquer les trains ou de barrer les routes avec des tracteurs », elles se réunissent pour dénoncer « une situation critique et des besoins croissants » dans les secteurs de la protection de l'enfance, de la précarité, du handicap, et des personnes âgées.

Alors que le projet de loi de finances 2025 laisse entrevoir des coupes budgétaires importantes,

le président Xavier Bertrand s'est voulu rassurant lors de la séance plénière du Conseil Régional jeudi : « On continuera notre soutien aux associations de lutte contre la précarité, ce n'est pas le moment de leur mettre la tête sous l'eau ». Qu'en sera-t-il pour toutes les autres, et notamment celles financées par les départements et autres intercommunalités ? « Dans le secteur du handicap, on a 120 enfants sans solutions d'accueil dans les écoles du Pas-de-Calais, souligne, à titre d'exemple, le président de l'APEI de Lens, Thibaud Legleye. On a l'impression que les Jeux paralympiques sont complètement retombés ».

« ON VA ENTRER EN RÉSISTANCE »

Vincent de Coninck, directeur général de l'ABEJ qui vient en aide aux sans-abri, insiste : « Rien qu'en octobre, en appelant le 115,

3 595 personnes à la rue ont entendu « pas de place », dont 271 enfants de moins de 4 ans. Stop aux économies sur le dos des précaires ! Des assos voient leur trésorerie fondre et sont proches de la cessation de paiements ». En partie à cause de l'élargissement de la prime Ségur, décidée par l'État et saluée par le milieu du médico-social mais qui est une charge supplémentaire.

« On va entrer en résistance, prévient le sénateur Patrick Kanner, venu avec sa casquette de vice-président de l'ALEFPA. On ne peut pas faire des économies sans regarder les effets récessifs sur le plan social. Un maire devra-t-il choisir entre augmenter le prix de la cantine ou diminuer le grammage dans les assiettes, ai-je demandé au Premier ministre. Eh bien, c'est pareil pour les associations du médico-social. Pas question que les pauvres soient la variable d'ajustement ! » ■ LAURIE MONIEZ